

I. INTRODUCTION

C'est au cours de sa visite aux Etats-Unis d'Amérique, en avril 2012 que le Deuxième Vice-président du Burundi, Honorable RUFYIKIRI Gervais, a eu des échanges fructueux avec tous ses interlocuteurs sur les grandes priorités du gouvernement notamment le financement pour la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Croissance et de lutte contre la pauvreté, deuxième génération.

C'est dans ce même cadre, mais aussi dans la logique d'ouvrir le Burundi à la partie de l'Amérique Latine que nous, Audace MACHADO, tenant compte de notre expérience et connaissance de la région, proposons en citoyen à notre gouvernement du Burundi, avec notre implication effective, une installation d'un *Consulat Honoraire* dans cette région sud-américaine.

Si nous proposons le siège de ce Consulat Honoraire au Brésil, pour couvrir des pays tels **le Brésil, le Venezuela, le Mexique** c'est pour des raisons de coopération internationale inscrites dans l'esprit de développement global, mondialisé, géopolitique et géoéconomique.

En effet, si MAUROY Pierre, l'ex-Premier Ministre français s'indignait déjà, les années 1980, de « *L'égoïsme des Grandes Nations Industrielles, un égoïsme qui, dès à présent, maintient des milliards d'hommes dans un nouvel esclavage (...) pour un nouvel ordre mondial, pour que le Tiers Monde cesse d'être regardé comme un réservoir ou un adversaire et devienne peu à peu, même si il coûte de rudes conversions industrielles ou agricoles, un partenaire* ». ¹

¹ MAUROY, P., A GAUCHE, Albin Michel, Paris, 1985, p. 287

II. DE L'ETAT DES LIEUX

« *The international financing generally focuses on South-East Asia, Latin America and the Middle East, but rarely includes Africa in its global investment programmes. Similarly, resource packages for Africa from bilateral and multilateral institutions are too small to make significant impact* », ² remarque de Bingu Wa MUTHARIKA, ancien Président du Malawi.

Nous rappelons que deux de ces trois pays sont d'une avancée particulièrement importante dans ce processus de développement sociopolitique et économique, sur le plan mondial.

En outre, signalons que, la région des Grands lacs, d'une part, et le Burundi d'autre part, présentent beaucoup de similitudes avec plusieurs pays de cette région qui nous intéresse, pour penser à une suite exemplaire à découler de notre proposition d'établir des relations diplomatiques entre notre pays et ces pays, classés dans la famille de « pays émergents ».

II. 1. Politique

Sur le plan politique, dans un monde post colonial et post occidental, les liens des pays du Tiers Monde africain avec les anciennes puissances coloniales se sont en effet distendus. Pourtant, sur le terrain des valeurs, les BRICs prennent la relève quant à l'histoire d'un vent de domination occidentale, sur divers plans : géopolitique, économique, culturel/scientifique voire technologique.

Feu Philippe KANONKO, ancien diplomate et connaisseur de cette partie de l'Amérique latine témoignait : « *Ces pays émergents sont les mieux placés que les puissances occidentales pour comprendre les besoins et mentalités des pays du Tiers Monde* ». ³

Il faut aussi noter que la non ingérence politique des pays du même ensemble tel la Chine, caractérise aussi la puissance latino-américaine qu'est le Brésil :

« *Lorsqu'on considère que le géant sud-américain n'a aucun ennemi véritable, que son économie est particulièrement dynamique et qu'il joue un rôle central à l'occasion des négociations internationales dans plusieurs grands dossiers, on voit mal comment l'influence internationale du Brésil pourrait cesser de croître au cours des prochaines années* ». ⁴

² Wa MUTHARIKA, B., *The African Dream, From poverty to prosperity*, Malawi, 2011, p.52

³ Emission Portrait de Isanganiro, juin 2011

⁴ Regard Critique, *Les puissances émergentes du XXIe, Comment la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie bouleverseront le monde*. Université Laval, 2011, p.8.

Cela dit, le Brésil vient d'acquérir une place non négligeable d'observateur au sein de l'Union Africaine. Sur le plan local, l'intérêt pour le Burundi est primordialement d'ordre économique.

II. 2. Economie.

Le Burundi jouit du fait qu'il s'inscrit dans un processus d'intégration dans des ensembles sous-régionaux, tels la CEPGL, l'EAC, Le COMESA et autres.

Ainsi, la situation économique du Burundi, comme la plupart des autres pays du Tiers Monde est telle que, le pays présente plus de besoins que d'apports à d'autres nations. Les raisons de cet Etat sont diverses, des années de crises sociopolitiques et économiques à la crise financière et économique mondiale qui empire la situation.

A placer ce Burundi dans un grand ensemble politico-économique tel le COMESA, celui-ci accuse, entre 2008 à 2009, une chute de 25%, soit de 14 à 10 Millions de US\$. Les prix des produits de base sont particulièrement concernés. Mais encore, de 2006 à 2009, aucune sortie des Investissements Directs Etrangers n'est signalée pour le Burundi.⁵ Par rapport à 2008, à des degrés différents, en 2009 les 19 pays de la zone COMESA connaissent une augmentation de leurs importations dont le Burundi, parmi les 6 premiers, soit une représentation de – 21 % des exportations et 9% des importations.⁶

Cela dit, depuis 2009, cette zone connaît un développement jusqu'à 49 % du secteur économique des services. Les domaines concernés sont notamment la télécommunication et les infrastructures de transport.⁷

Les BRICs dont ceux de l'Amérique Latine, une solution ? Selon les prévisions, en 2036, les établissements bancaires des sept pays émergents, dont le Brésil, supplanteront par la taille leurs homologues du G7⁸.

Ainsi, le Burundi a un choix pour son développement, un choix stratégique, selon Bingu Wa MUTHARIKA qui propose à nos pays d'essayer le modèle des pays tels la Mexique ou le Brésil : « *Experience has shown that (...) Mexico and Brazil entered the industrial development age largely by copying technology from Britain and the United States of America. The problem with Africa, as scholars argue, is that Africans have copied bad examples* ». ⁹

⁵ CNUCED, Rapport 2010, Investissement Mondial

⁶ COMESA, Rapport 2010, Evolution des échanges mondial

⁷ CNUCED, Idem

⁸ Cabinet PriceWaterHouseCoopers

⁹ Wa MUTHARIKA, B., The African Dream, Op.cit., p. 432

II. 3. Economie & Agriculture.

Partant du fait que la population du Burundi est « paysanne » (96 % en 1979 et 90 % en 2005),¹⁰ et que le pays accuse une démographie effrayante (100 hab/km² vers 1960 à 294 hab/km² en 2005)¹¹, reconnaissons que l'économie doit être à la fois sociale avec des plans d'actions à long terme. Et le modèle du Brésil reste intéressant, malgré les différences : « *Le Brésil, a une économie très diversifiée et son assise démographique et territoriale conséquente, en font potentiellement un concurrent redoutable pour l'Union européenne en Amérique, en Afrique et en Asie* ». ¹²

En ce qui concerne le Burundi, étant donné la poussée démographique jusqu'ici difficilement contrôlable pour des raisons diverses, dont la culture et le niveau d'alphabétisation et autres, une des solutions alternatives et ponctuelles serait notamment « *La modification des modes d'exploitation des terres* »¹³, dont la modernisation de l'agriculture selon des exemples des pays tel le Brésil, qui nous sont rapprochés pour des raisons de culture, ce qui aiderait le Burundi à survivre.

Un autre aspect lié à l'agriculture comme leçon à tirer des BRICs latino-américains, c'est à la fois des échanges de connaissances et de marchandises. Leurs expériences quant à la culture du café, pour un Burundi qui n'a que ce produit comme seule grande source de revenu de l'exportation, sont incontournables.

Pour cette première stratégie, nous proposons des échanges sur le plan académique et à travers des institutions qui ont le café comme affaire primaire. Et ceci se lierait à cette nouvelle connexion d'échange matériel et de la marchandise : apprendre de leur stratégie de commercialisation, de conquête voire de couverture de nouveaux marchés.

De toutes ces raisons, tenant compte des réalités africaines en général, du Burundi en particulier, ce dernier ne peut pas oublier la logique selon laquelle :

« *La situation de pauvreté dans les pays africains résulte de plusieurs facteurs, au rang desquels figurent la forte croissance démographique, le faible niveau de productivité, la faible qualification des travailleurs, la mauvaise gestion et la corruption, les termes de l'échange, la dégradation de l'environnement, etc. Ces facteurs agissent par eux-mêmes d'une part et par leurs interactions de l'autre* ». ¹⁴

Or c'est typiquement le cas dans ce Burundi qui sort petit à petit de plusieurs années de guerre et, par conséquent, de crise socioéconomique et surtout, administrative. Et l'exemple des pays tels le Brésil, le Mexique et le Venezuela nous apprendraient pour avoir expérimenté une réalité qui n'est pas encore derrière les frontières burundaises :

¹⁰ AHISHAKIYE, H., Population, sécurité alimentaire et environnement au Burundi, IDEC, 2007, p.1

¹¹ Idem

¹² KATEB, A., Confrontation Europe la Revue –Juillet-Septembre-2011, p. 9

¹³ AHISHAKIYE, H., Population, sécurité alimentaire et environnement au Burundi, op.cit., p.4

¹⁴ Centre de Développement sous-Régional pour l'Afrique Centrale (2000), Population, Sécurité alimentaire et environnement en Afrique Centrale, www.uneca.org/srdc/ca/Publications/Documents2000/SecuriteAlimentaire.doc

UN CONSULAT HONORAIRE BURUNDAIS EN AMERIQUE LATINE.

«Une de ces interactions concerne la connexion entre la population, l'agriculture et l'environnement. Le cercle vicieux de la pauvreté provient du fait que les populations rurales analphabètes soumises à l'insécurité alimentaire, exploitent de plus en plus de terres, en raison de la forte croissance démographique. Cela a pour effet d'en réduire la fertilité. En conséquence, la fécondité augmente parce que l'exploitation de ces terres peu fertiles requiert plus de main- d'œuvre en raison de la faible productivité due aux techniques rudimentaires utilisées. Ce processus a pour effet d'aggraver, à terme, l'insécurité alimentaire ».¹⁵

Conclusion :

L'Afrique des Grands Lacs, maintenant l'Afrique de l'Est en général et le Burundi en particulier, n'ont plus de choix pour assurer leur développement dans un échange qui se doit d'être mondialisé. Ils doivent suivre les exemples des BRICs, et notre présente communication est un argumentaire qui soutien le rapprochement de nos pays à ceux des BRICs latino-américains.

En effet, nous aurons montré/rappelé les rapprochements et chances qu'offrent ces pays (Brésil, Mexique et Venezuela) cette sous-région et, particulièrement le Burundi, que l'instauration des relations diplomatiques s'avère urgente.

De fait, comme partout au monde, il serait sage et stratégique que ce choix politique et institutionnel précède les privés pour mieux coordonner et contribuer à l'efficacité de ces nouvelles relations. Et comme nous venons de le suggérer, le politique, l'académique et l'agriculture assureraient mieux une réussite des rapports économiques et un développement dont un pays tel le Burundi est le plus bénéficiaire.

Audace MACHADO

www.isanganiro.org

¹⁵ CDRAC, idem